



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

SOMMAIRE

Page 2

L'ARTICLE DU MOIS

**Haïti : un drame social et
humanitaire occulté ?**

Page 3

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

Page 4

LES NOUVELLES DE NIH ONT UNE
ENERGIE DURABLE

L'ACTUALITE DU CHF

[A vos agendas !](#)

EDITORIAL — Avril 2021

Haïti est entré dans le cycle infernal de l'instabilité depuis des décennies. Trente-cinq ans après la chute des Duvalier, la corruption, l'intimidation, l'impunité, les crimes, font toujours partie du quotidien des Haïtiens.

Depuis septembre 2018 Haïti plonge dans une spirale de la violence. Partout des manifestations importantes ont eu lieu pour lutter contre l'impunité et ont provoqué le blocage du pays, le « peyi lòk » en 2019. Chaque jour nous assistons à l'incroyable organisation des gangs mieux armés que les policiers. Le parlement haïtien n'est plus en état de fonctionner depuis janvier 2020.

Le président Jovenel Moïse gouverne donc seul à coup de décrets et d'arrêtés contestés par la société civile. Un cap a été franchi ces derniers mois avec la multiplication des assassinats et l'annonce du gouvernement d'organiser une réforme constitutionnelle par référendum et des élections pendant toute l'année 2021, en violation de la Constitution de 1987. Nous sommes tous désemparés devant les soutiens inconditionnels des organismes internationaux (ONU, OEA, les ambassades, etc.) pour maintenir

le président haïtien au pouvoir.

C'est ce constat que nous partageons avec l'auteur de cet article proposé pour ce nouveau numéro. La pandémie nous a demandé un peu de réorganisation du travail, un autre style de collaboration numérique que nous mettons en place au fur et à mesure de nos possibilités. Nous vous souhaitons une bonne lecture.

L'ARTICLE DU MOIS

Haïti : un drame social et humanitaire occulté ?

Par Gervely TENEUS, le 29 mars 2021,

Haïti vit, aujourd'hui, une crise pluridimensionnelle qui rappelle les multiples fragilités sociétales qui ne cessent de miner le terrain du jeu démocratique depuis plus de trente ans. Tous les indicateurs politiques, sociaux et économiques sont alarmants, alors que les clivages politiques s'exacerbent davantage face à l'affirmation des velléités totalitaires d'un pouvoir qui cherche, à tout prix, à se reproduire, quitte à détourner les règles qui sont censées assurer la stabilité des jeux politiques et institutionnels. La détérioration du climat social et sécuritaire dans le pays, au cours de ces derniers mois, questionne sévèrement le bilan de la gouvernance des cinq dernières années qui, visiblement, n'a fait qu'accélérer la descente aux enfers du pays.

Cette situation explosive interroge, à juste titre, les liens entre le politique, entendu comme la sphère des luttes de pouvoir, les politiques publiques gouvernementales en tant que mode de régulation politique des problèmes publics et la mobilisation collective des citoyennes et des citoyens. Dès lors, les premières questions qu'il convient de se poser, dans une démarche d'action publique, consistent à se demander quels sont les enjeux réels de cette controverse qui mobilise quasiment toutes les forces de la société civile haïtienne ? Comment ces enjeux sont-ils nommés et qualifiés dans les débats publics ? Quels en sont les intérêts au regard de l'agenda décisionnel des autorités ? Cette réflexion se porte sur un aspect bien particulier de la situation d'Haïti, à savoir les enjeux sociaux et humanitaires qui sous-tendent la conflictualité sociale haïtienne telle qu'elle se cristallise dans la conjoncture actuelle.

La situation que vit une grande partie de la population haïtienne actuellement s'apparente à un drame sans précédent que l'on peut qualifier, sans excès, de désastre social et humanitaire. En effet, les données disponibles sur les indicateurs sociaux peignent le portrait très sombre d'une large majorité d'Haïtiennes et d'Haïtiens qui s'engouffrent dans une misère sociale abjecte. Il est rapporté que 4,4 millions de personnes, soit environ 40% de la population, auraient besoin d'aide humanitaire en 2021 contre 1,6 millions en 2016 (OCHA, 2021) ; quatre (4) millions en situation d'insécurité alimentaire aiguë au mois de février 2021 et 21,7% de la population atteints de malnutrition chronique (FAO, 2021). Si l'on raisonne en termes de pauvreté, on dirait, non sans peine, que 41,3 % des Haïtiens vivent dans la pauvreté multidimensionnelle

et 18,5% dans la pauvreté multidimensionnelle extrême (PNUD, 2020). Ce qui revient à dire qu'environ 60 % de la population cumulent plusieurs types de privation en matière d'accès à l'éducation, à la santé et à un niveau de vie décent, sans compter la pauvreté de revenu.

Ce spectre grimaçant d'un naufrage social généralisé dans le pays révèle au grand jour les limites de l'action publique, principalement celle du gouvernement, dans le domaine social. Quelle a été la stratégie gouvernementale pour lutter durablement contre la pauvreté qui touche maintenant plus de 6 millions d'Haïtiens ? Quelles mesures phares ont été déployées pour soutenir les ménages qui ont sombré dans la misère et l'insécurité la plus répugnante ? Y avait-il une stratégie explicite pour sauver l'hôpital public haïtien qui est en train de mourir d'asphyxie ? Qu'en est-il de la lutte contre les inégalités scolaires dans un pays où près de 90% des écoles ne sont pas contrôlées par l'État ?... Car, au-delà des discours lénifiants tenus par certains acteurs humanitaires sur Haïti, il y a des millions d'êtres humains qui souffrent au quotidien de la faim ; des centaines de milliers de filles et de garçons privés du pain de l'instruction ; des familles qui assistent impuissantes à la souffrance et, parfois, à la mort d'un proche dans l'enceinte des hôpitaux publics, sans pouvoir accéder à des soins de qualité respectant la dignité humaine. On assiste donc à un effondrement social caractérisé par la destruction progressive de toutes les formes de solidarité publique, déjà peu développées, qui relient les citoyens à l'État dans tous les domaines.

A titre d'exemple, plus de 750 000 enfants n'ont pas repris le chemin de l'école en Haïti depuis le début de l'année scolaire 2020-2021 ; une situation qui est en lien avec le climat d'insécurité généralisé provoqué par les gangs armés (BINUH, février 2021). Ces derniers étant une menace quotidienne très lourde qui rend délétère le cadre de vie des Haïtiens, si l'on s'en tient à la montée spectaculaire des vagues d'enlèvements contre rançons et des successions d'assassinats qui deviennent, depuis plusieurs mois, monnaie courante dans tous les recoins du pays. D'un autre côté, les cris désespérés des soignants dans les hôpitaux publics suffisent pour rendre compte du malaise organisationnel profond qui détruit, à petit feu, le service public de la santé en Haïti. Pas de reconnaissance au travail pour les personnels soignants, absence de dialogue social à l'hôpital,

mépris systématique du droit des patients-usagers, files d'attente de plus de 72 heures dans certains hôpitaux publics pour se faire soigner, pas d'électricité pour le fonctionnement de certaines structures hospitalières. Voilà donc des faits éloquentes qui témoignent de l'ampleur et de la gravité d'une catastrophe sociale qui reste largement occultée dans les débats publics, au profit des luttes politiques partisans. Au fond, on pourrait se demander quel agenda social réel accompagne ces luttes de pouvoir.

Somme toute, dans la conjoncture actuelle que traverse Haïti, la souffrance sociale et ses conséquences humanitaires constituent l'un des enjeux majeurs de la mobilisation collective des citoyennes et des citoyens. Le traitement de cet enjeu dans l'agenda décisionnel découlera, en partie, de la capacité des acteurs sociaux et des corps

intermédiaires de la société à porter les causes sociales au plus haut niveau de l'arène public et à les défendre avec conviction et fermeté. Il s'agit fondamentalement de l'un des rôles essentiels de la société civile de dénaturiser cette misère sociale, en explicitant les mécanismes politiques et économiques qui la génèrent et la reproduisent. La société civile doit continuer à jouer davantage son rôle de contre-pouvoir, non seulement face aux dérives totalitaires actuelles, mais aussi pour soutenir les causes orphelines, en particulier celle de la lutte contre la pauvreté associée à l'insécurité. Elle doit s'évertuer aussi à jouer activement le rôle de laboratoire d'idées et de propositions pour alimenter tout projet de changement susceptible de contribuer à réduire durablement les inégalités sociales, la précarité qui accentuent le désespoir et jettent la grande majorité des haïtiennes et des haïtiens dans l'obsession du départ.

VU DANS LA PRESSE ET L'ÉDITION

Musique - CD - Célimène Daudet « Haïti mon amour » - Piano Solo

Avec des partitions de compositeurs haïtiens, Ludovic Lamothe, Justin Élie et Edmond Saintonge.

D'un retour aux origines maternelles, la pianiste, arrière, arrière-petite-nièce d'Alphonse Daudet, a rapporté des pièces de compositeurs haïtiens qu'elle a reconstituées, et qu'elle joue avec ferveur.

Cet album s'enracine dans son histoire familiale. En 2017, Célimène Daudet réussit à emporter un piano de concert à Haïti, et à construire un festival de musique classique sur l'île où est née sa mère et où se sont rencontrés ses parents. Sur place, des musiciens, professeurs et musicologues lui font découvrir des

compositeurs haïtiens contemporains des derniers romantiques européens -et passés par le Conservatoire de Paris- avant de rentrer au pays. En leur consacrant ce disque, qui lui a demandé un important travail de recherche et de reconstitution de partitions incomplètes, la pianiste parachève son expédition sur l'autre terre de ses origines.

De très très bonnes critiques dans « Télérama » et dans « Diapason »

[Cliquer ici pour lire la suite.](#)

Début mars 2021, parution de trois nouveaux romans de jeunes auteurs haïtiens !

Néhémy Pierre-Dahomey, « Combats » édité au Seuil

En 1842 Haïti affronte les conséquences de la dette imposée par la France... L'histoire d'une famille déchirée pour les combats pour l'éducation et l'information.

Makenzy Orcel, toujours original, est à redécouvrir avec « L'empereur » aux Editions « Rivage »

Jean d'Amérique, poète, livre son premier roman avec ce joli titre « Soleil à coudre » qui se passe dans un bidonville où deux jeunes filles observent les adultes avec leurs violences, leurs faiblesses, leurs addictions... Chez Actes Sud.

Les nouvelles de NIH ont une énergie renouvelable

NIH n°158 (01/2017) : " Plus de coordination !"

Depuis plusieurs décennies les relations Haïti et reste du monde restent pour bon nombre de nos compatriotes et amis, opaques. Malgré la publicité décuplée qui est faite sur le sujet, notamment lors de catastrophe naturelle, il n'en reste pas moins une soif permanente de connaître l'envers du décor. En effet, ces liens qui peuvent être politiques, économiques, culturels, et autres atteignent leur apogée lors d'élan de solidarité qui se manifestent par divers moyens et laissent transparaître juste derrière, il faut le reconnaître, dans un flou artistique, des acteurs sans qui ces rapports internationaux perdaient tout sens.

Ces dernières années, Haïti a vu se développer et fleurir toutes sortes d'unions multilatérales avec des organisations, des pays, voire même quelques zones

géographiques stratégiques, au travers soit de missions ponctuelles (stages humanitaires, services civiques...) ou de missions longues durées. Ces dernières ont toutes un tronc commun : l'assurance d'un développement durable dans les secteurs clés favorisant l'émancipation effective de la population. Celles qui sont encore dans la danse ne perdent pas de vue cet objectif principal et primordial qui se trouve tout au bout d'un chemin semé d'embûches. Dans ce numéro nous choisissons de mettre en lumière quelques-uns de ces acteurs que nous avons rencontrés à leur retour de Bruxelles où les avait invités la Coopération Europe-Haïti. Ils ont tenté de lever le voile sur leurs actions et interventions en Haïti en collaborant avec de solides partenaires.

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

A vos agendas !

Le samedi 29 mai 2021 aura lieu l'Assemblée Générale du Collectif Haïti de France. Un temps pour se retrouver, échanger, voter le rapport d'activités et le bilan financier de l'année 2020, et réfléchir ensemble à l'année à venir !

Du 5 au 6 juin 2021 auront lieu les 8^e Rencontres Nationales du Collectif Haïti de France, à Paris ! L'occasion de se rassembler autour de la thématique : « **Forces vives et compétences locales en Haïti : produire et s'associer, le chemin vers la souveraineté alimentaire** ».

Ça bouge au sein du CHF !



TENEUS Gervely est étudiant en Master 2 de Sociologie des Organisations et de l'Action Publique à l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Il se spécialise en management des organisations et analyse des politiques publiques avec un focus sur l'action publique non étatique comme celle des associations, des Organisations Non Gouvernementales.

TENEUS est accueilli au CHF pour un stage de quatre mois.

ALIUS Shelna, est la nouvelle Volontaire service civique du CHF. Elle s'occupe du partage de l'information au sein du réseau ainsi que de l'alimentation de nos différents canaux de communication à savoir le [site internet du CHF](#), sa page [Facebook](#), ses comptes [Instagram](#) et [LinkedIn](#).

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France
21^{ter} rue Voltaire - 75011 Paris

Comité de rédaction : Bernard LERAY-GREVECHE Mathilde ORY, Giuliano BUZZAO, Yves MICHEL THOMAS,
Pierre BOYER, Martin DUMAIS, Gervely TENEUS, Shelna ALIUS
Tél : 01 43 48 31 78 / comiteredaction@collectif-haiti.fr